



Paris, le 30 mars 2017

## **Manuel Valls trahit sa parole et le vote populaire**

Aujourd'hui Manuel Valls, défait lors de la primaire par Benoît Hamon, a annoncé sa volonté de voter pour Emmanuel Macron lors du premier tour de l'élection présidentielle. Si la nouvelle ne surprend personne, elle interpelle quant au respect de la parole donnée. Manuel Valls se renie. Il trahit les engagements qu'il avait contractés pendant la primaire.

Malheureusement, ce quinquennat a été largement une abdication des engagements pris pendant la campagne de 2012. Je n'oublie pas la renonciation sur le traité européen, je n'oublie pas le vote sur la déchéance de nationalité, la loi travail ou les fermetures d'usines. Je n'oublie pas que ce sont les réformistes et les sociaux-libéraux qui ont trahi la parole donnée dès le début du quinquennat. Beaucoup aimeraient désigner les frondeurs comme seuls responsables de l'échec, mais ce serait oublier. Oublier que la fronde était une réaction aux renoncements que cette gauche qui n'en a plus que le nom a entrepris au cours des cinq dernières années. L'échec de Manuel Valls Premier Ministre n'appartient pas aux frondeurs mais bien à ceux qui ont refusé d'appliquer les 60 engagements, ceux qui ont tourné le dos au discours du Bourget, ceux qui ont décidé d'appliquer les recettes de la Commission européenne au détriment du bien être des Français. Ce sont eux les coupables et ils aimeraient désormais nous assigner à comparaître pour leurs forfaits ? Le véritable malheur de la gauche, ce n'est pas la division des hommes mais le renoncement permanent, le reniement des engagements et la trahison des valeurs.

Que nous reste-t-il désormais ? Comment continuer à réfléchir, à construire et à agir avec des hommes dont la parole n'est plus digne d'être écoutée ? Il me sera impossible, et je pense que beaucoup partagent mon point de vue, de m'engager auprès d'élus dont l'honneur et l'intégrité peuvent être questionnés. Alors que la droite et l'extrême-droite s'empêtrent dans les affaires, que François Fillon s'humilie en trahissant ses engagements, la gauche, rassemblée derrière Benoît

Hamon, devrait préparer l'offensive et s'unir pour remporter la présidentielle. Malheureusement Manuel Valls, et il n'est pas le seul, préfère exhiber le spectacle désolant des intérêts particuliers érigés comme moteur de la division. Dans une période où les hommes et les femmes politiques se doivent d'être irréprochables, il offre une démonstration supplémentaire du mépris démocratique que dénoncent les citoyens et participe à décrédibiliser la parole publique.

Pis, alors qu'il agite le chiffon rouge de l'extrême-droite pour justifier son choix, il oublie que c'est l'action de son gouvernement et sa participation active au discrédit de la classe politique qui font le jeu de Marine Le Pen. Les Français expriment à travers le vote en faveur de Marine Le Pen un ras le bol des politiques menées durant les 20 dernières années et une volonté de renouvellement d'une classe politique qui ne les entend plus. A l'instar de Donald Trump aux États-Unis, le Front National en profite et s'appuie sur ce sentiment de rejet du « système » pour conforter sa base électorale et croire à la victoire. La victoire surprise de Trump nous a montré que pour lutter contre ce populisme d'extrême droite, un candidat issu du système et soutenu par l'ensemble des médias s'avérait être un choix catastrophique. Dans bien des domaines Emmanuel Macron s'apparente à Hillary Clinton et nous sommes en droit de nous interroger sur ce nouveau mensonge de Manuel Valls et des élus « progressistes » qui, sous couvert de lutter contre Marine Le Pen, participent en fait à son renforcement et rendent crédible une victoire de cette dernière. Nous ne saurons jamais si Bernie Sanders aurait battu Donald Trump, mais nous savons qu'une grande partie des élus historiques du parti démocrate et des médias ont saboté sa candidature pour les résultats que nous connaissons aujourd'hui, tâchons de ne pas répéter les mêmes erreurs.

**Plusieurs questions se posent désormais, notamment pour la campagne des législatives à venir. Comment réagiront les candidats désignés qui ont soutenu Manuel Valls lors de la primaire ? Le suivront-ils dans la trahison ou seront-ils capables de mettre leurs différences de côté pour travailler ensemble à la victoire de la gauche ? Pourront-ils accepter l'expression des urnes et appliquer une ligne qui n'est pas forcément la leur ? Il faudra rapidement clarifier les réponses à ces questions pour ne pas assister, avant ou au lendemain de l'élection présidentielle, à une course à l'investiture En Marche ! chez les « progressistes » qui ne constituerait qu'une étape supplémentaire de la trahison amorcée par Manuel Valls aujourd'hui.**